L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 8 SEPTEMBRE 1865.

Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI MATIN, 8 SEPTEMBRE.

☞ Les dames achètent leurs belles chaussures chez DRAKE & MARRIAN, 56, Camp, Nile-Orléans.

ANNONCES
De la deuxième Page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les avis du shérif et des cours.

Nouvelles maritimes.

Pour la liste des arrivages et des départs celle des immatrices, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

FEUILLETON.

Pour le feuilleton, voir la deuxième page.

Ventes à l'encan de ce jour.

Pour l'heure et les détails, voir aux annonces

Par E. M. Jacobs—à la Bourse des Négociants et de l'Entrepôt, deux terrains avec les bâtisses qu'il y a dessus, situés dans le Premier District, dans l'île Delaporte, entre la rue Commerce, Gravier, Rocheblave et Duéquesne.

Par ordre de l'assistant quartier-maître, aux écuries de cavalerie, au coin des rues Front et Poydras, 27 chevaux et 2 mules.

Par Hoffman & Maillard—au No 51 Chartres, marchandises sèches et vêtements.

Par A. Crozat—au coin de la rue Conti et du Passage de la Bourse—meubles.

Par S. Guinault, de Bienville et Passage de la Bourse—meubles, vaisselle, &c.

Par J. Lebaumont, au No 52 de la rue de Chartres—marchandises sèches.

Par D. E. Murphy—17 rue des Magasins, de heure avancée.

Par R. Gallaher—à sa salle d'encan, au feu de Bienville.

Bulletin politique.

La politique du président Johnson sur la reconstruction du gouvernement civil dans les Etats du Sud vient de se dessiner d'une manière assez nette à l'occasion de l'intervention du général Slocum dans les affaires du Mississippi. On sait que ce général avait donné ordre à ses subordonnés de ne pas permettre l'organisation de milices prescrite par le gouverneur Sharkey. Cette méconnaissance de l'autorité que ce dernier tenait du Président lui-même et s'immiscer directement dans l'administration des affaires intérieures de l'Etat. Il était impossible au gouverneur de rester sous le coup d'une pareille censure et d'accepter le rôle auquel devait le réduire la faculté laissée à l'autorité militaire de contrecarrer à chaque instant les mesures qu'il croirait devoir prendre. Appel fut fait au président Johnson à Washington. La réponse ne se fit pas attendre.

Nos lecteurs trouveront plus loin le texte de l'ordre par lequel le général Slocum révoque le premier et recommande aux officiers et aux troupes des Etats-Unis d'éviter avec soin toute cause de conflit avec les troupes d'Etat. Il explique son premier arrêté par la conviction où il était qu'une pareille mesure était conforme à la politique du gouvernement.

Il y a dans cette prompte rétractation d'un ordre militaire et dans l'aveu que fait le général Slocum de l'erreur où il était plongé au sujet des vues du Président de précieux enseignements qui éclairent la situation d'un jour tout nouveau.

On peut voir la preuve que le Président ne se laisse pas détourner par les clameurs et les insuccès des radicaux du programme qu'il a tracé. C'est aux gouverneurs choisis par lui et honorés de sa confiance qu'il a remis le soin d'administrer les Etats dits insurrectionnels et de procéder à la réorganisation qui doit amener à leur rentrée dans l'Union. Le rôle des autorités militaires doit se réduire et non d'entraver l'action de ces gouverneurs, et c'est au gouvernement central seul qu'il appartient d'apprécier leur conduite et d'exercer en cas de besoin un contrôle sur leurs actes. Autrement, il était permis à chaque commandant de district d'arrêter ou de suspendre l'exécution des mesures prises par les gouverneurs, ceux-ci seraient réduits à l'impuissance ou n'auraient d'autre rôle à jouer que celui d'instruments dociles des diverses autorités militaires de leur ressort.

Il n'y a rien, à vrai dire, de changé à la position respective que la politique du Président a voulu fixer le principe, assigner aux gouverneurs civils et aux commandants de département. Le jeu de ces derniers s'est écarté, le Président n'a qu'à rappeler le sens de ses instructions primitives, pour éviter toute cause de conflit entre les deux autorités. Mais ce rappel n'était pas inutile pour définir les attributions distinctes des deux pouvoirs. Le public qui ne comprenait rien à la situation commençait à y voir clair et à savoir un peu sur quoi compter.

M. Johnson ne s'est pas laissé influencer par les arguments qu'avait invoqués le général Slocum pour s'opposer à l'organisation des milices. Dans les hommes que le général considère encore comme des ennemis qu'il serait dangereux de laisser armer, le Président ne voit que des citoyens des Etats-Unis qui vont s'enrôlement sous le contrôle des autorités d'Etat, constituées par lui, pour veiller au maintien de l'ordre et à l'exécution des lois. La fidélité même qu'ils ont montrée au drapeau sous lequel ils ont combattu, le courage qu'ils ont déployé dans maintes batailles, sont pour lui non des causes de suspicion mais des garanties qui lui inspirent toute confiance dans leur honneur et leur loyauté. Rien d'ailleurs dans l'attitude des populations du Sud ne révèle la présence d'un danger. Partout la soumission, la disposition à l'obéissance. Parmi les esprits les plus exaltés il n'y en a pas même un seul qui rêve dans un avenir si rapproché qu'il soit, une nouvelle levée de boucliers.

Aussi devient-il chaque jour plus évident que la présence de nombreuses armées n'est plus indispensable pour assurer le respect de l'autorité fédérale. Sans doute, il y aura encore dans l'intérieur des comtés peu peuplés quelques désordres, quelques méfaits particuliers. Mais on est il pas plus sage et moins dispendieux de laisser aux populations locales, directement intéressées à la répression de pareils abus, le soin de veiller au rétablissement de l'ordre et d'assurer la sécurité publique dans leurs cantons respectifs.

Le moment paraît venu de débarrasser le pays du fardeau écrasant d'une grande armée, d'où inutile en temps de paix. En même temps qu'on diminue les dépenses par la licenciement des troupes, on rend à l'agriculture et à l'industrie les bras qui leur font défaut et l'on contribue par là à faire rentrer le pays dans les conditions normales de production et de prospérité, dont il s'est si malheureusement écarté.

Une dépêche télégraphique annonce le licenciement probable de toutes les troupes noires. La confirmation de cette nouvelle serait accueillie avec joie dans le Sud, car la présence de ces troupes dans les campagnes est une source perpétuelle d'alarmes, d'irritation et de mécontentement. Aussi la mesure dont nous parlons contribuerait elle beaucoup au rétablissement de la tranquillité et à l'apaisement des esprits. Cent mille paires de bras valides rendus à la culture apporteraient un auxiliaire puissant aux habitants qui sont forcés de laisser la plus grande partie de leurs terres en friche, et, si cette mesure était complétée par quelques réformes dans le bureau des affranchis, les populations du Sud pourraient compter sur la reprise du travail et fonder quelques espérances sur les résultats de la campagne agricole qui va s'ouvrir.

Le moment de la France.—Nous lisons dans une feuille parisienne :

L'administration des douanes vient de publier les documents statistiques du commerce de la France pour les six premiers mois de 1865.

En mettant nous reportant à l'époque correspondante de 1861, nous voyons que, pendant ces périodes de quatre années, nos importations ne se sont hausses que de 78 millions environ, tandis que l'exportation de nos marchandises s'est augmentée de 425 millions.

PERTE DU STEAMER SHOOTING STAR.—Le capitaine McKeage du Shooting Star, nous informe, dit le *True Delta*, que ce steamer, parti d'ici le 15 pour Galveston, se trouvait dans la nuit de 36 à 15 milles à l'ouest du phare de l'île Timbalier, qui n'était pas éclairé. Il faisait une forte brise du sud est. En allant au Texas qu'en en revenant les vapeurs généralement se dirigent vers ce phare et le laissent à vers le phare de Ship Shoal, qui sont tous deux visibles quand le temps est clair. Le capitaine pensant qu'il était en bon chemin, cingla à l'ouest-sud-ouest, et le steamer toucha sur un dangereux banc de sable devant Vine Island, ayant été jeté dans cette position par le courant. Il faisait alors neuf nœuds avec 70 livres de vapeur. Dix minutes auparavant il était dans six brasses d'eau ; et 15 heures après l'accident, il était rempli d'eau.

Sa cargaison consistait en 57,000 pieds de bois de charpente, 150 barils de chaux, 79,000 merins, 15 pièces de marbre, 500 sacs de maïs, 58 balles de foin, 25 barils et 2 kegs de whiskey et 151 colis de marchandises.

Nouvelles télégraphiques.

DEPECHES INTERESSANTES.

[N. O. Times]

Washington 5 septembre—L'escadre Lay, de la Caroline du Nord, qui avait été arrêté dans la supposition qu'il avait à donner un témoignage précieux pour le gouvernement, a été déchargé et est retourné chez lui.

On présume qu'Alexandre Dadley, président du chemin de fer d'York, qui a obtenu son pardon, ouvrira immédiatement le chemin.

Billy Smith vit paisiblement sur son domaine près de Warrenton, qui n'a pas été endommagé.

Jeff Davis a la permission d'écrire à sa femme.

Le chemin de Norfolk et Weldon sera en état de service dans quelques jours.

New York, 5 septembre—Un correspondant de Matamoros écrit à la *Tribune* que dans une entrevue avec le général Diaz du parti libéral il a appris de lui que les libéraux éprouvent de tels troubles que s'ils n'obtiennent de prompts secours, ils sont perdus.

Ils n'ont ni argent, ni munitions, ni habillements. Ils n'ont pas même de provisions et si les Etats Unis ne leur prêtent aucun secours il n'y aura plus de parti libéral au Mexique. Ils n'ont plus que 18,000 hommes en campagne.

Beaufort, septembre—Des avis d'Hilton Head disent que Jeff Davis est enfin dans ce port pour y prendre de l'eau fraîche et du charbon. Le capitaine porte des dépêches à Washington pour demander du secours afin de comprimer la rébellion dans l'Ouest.

La fièvre jaune et la petite vérole avaient fait irruption à bord des navires de commerce. Des fièvres bilieuses et de marais sévissaient aussi, mais sans intensité.

La ville est comparativement dans un bon état sanitaire.

Le général Swaine, du département de l'Alabama, a récemment demandé des renforts qui invitent les officiers judiciaires de cet Etat à devenir les agents du Bureau des Affranchis pour régler les difficultés entre les blancs et les nègres, étant donné que la loi martiale serait mise en vigueur si il n'était pas fait droit à ses suggestions.

Le *Times* dit que A. W. Stephens et J. A. Reagan, maintenant détenus au Fort Warren, écrivent à leurs amis du Sud et expriment les vues les plus libérales du reconstruction. Ils disent que le système agricole du Sud est révolutionné, que le nègre doit être traité de manière à ce qu'il puisse augmenter son bien être et qu'il faut accepter franchement sa liberté.

Ils doivent être éduqués pour faire des instruments intelligents des pouvoirs politiques, dont ils seront investis avec le progrès des événements.

L'ex-gouverneur F. W. Pickens, de la Caroline du Sud, s'est adressé au Président pour avoir son pardon.

Jackson 6 septembre—La communication suivante a paru dans dans un extra du Jackson News Commercial ce soir et officielle et qu'elle fournit des informations importantes sur le conflit actuel entre les autorités civiles et les autorités militaires, et qu'elle indique aussi la politique de l'administration, je la donne en plein.

Bureau de l'Exécutif,
Jackson, 5 septembre 1865.

Au colonel E. M. Yorger, aideur du *Daily News*.

Dans ce temps de ténèbres et d'appréhension, je dois au président des E. Unis, je dois au peuple de publier une dépêche que j'ai reçue le 30 août, omettant seulement deux lignes d'un caractère tout à fait privé. Le peuple verra qu'il peut compter implicitement sur le président et que le président de son côté comptera sur le peuple pour la protection de son propre gouvernement. Le peuple peut justement espérer que ainsi sa politique juste et sage le jour n'est pas éloigné où tous les partisans du gouvernement civil seront pleinement restaurés sous la Constitution des Etats Unis.

Votre obéissant serviteur, W. L. SHARKEY,
Gouverneur provisoire du Mississippi.

Extrait de la dépêche du Président

On pense qu'il peut être organisé dans chaque comté une force de citoyens de la milice pour réprimer le crime, maintenir l'ordre, et faire respecter l'autorité civil de l'Etat et des Etats Unis, ce qui mettrait le gouvernement fédéral à même de réduire l'armée et de retirer, sur une grande mesure, la force qui se trouve dans les Etats ; la conséquence en serait une économie considérable dans les frais énormes du gouvernement. S'il résultait quelque danger de l'organisation des citoyens pour l'objet indiqué, la force militaire est là pour supprimer, au premier symptome tout mouvement qui serait insurrectionnel dans son caractère.

Le grand but est d'engager le peuple à se mettre en avant pour défendre l'Etat et le gouvernement fédéral. Le général Washington a déclaré que le peuple ou la milice étant l'armée de la Constitution ou l'armée des Etats Unis et assistât que cela sera praticable les vues originelles du gouvernement doivent être rapprochées des principes de la grande charte de la liberté traitant au peuple par le fondateur de la république.

Le peuple doit avoir la confiance de son gouvernement et s'il l'a, mon opinion est qu'il agira de bonne foi et restaurera ses anciennes relations constitutionnelles avec les Etats qui composent l'Union.

Le principal objet de la mission de major général Catl. Schurz au Sud était d'aider, autant que possible, à mettre en vigueur la politique adoptée par le gouvernement pour restaurer les Etats dans leurs anciennes relations avec le gouvernement fédéral. Il est à espérer qu'une telle assistance a été donnée.

La proclamation autorisant la restauration du gouvernement d'Etat requiert que l'autorité militaire aide le gouverneur provisoire dans l'accomplissement de ses devoirs tels qu'ils sont prescrits dans la proclamation ; rien n'influencer ou jeter des obstacles dans la voie qu'il veut suivre pour atteindre l'objet de sa nomination, au moins sans en donner un avis préalable au gouvernement.

ANDREW JOHNSON,
Président des Etats Unis.

Le général Slocum a émis un ordre qui révoque et rappelle son ordre en opposition à l'appel du gouverneur Sharkey pour la milice. Les actes récents des autorités militaires dans cet Etat paraissent avoir causé une réaction favorable à Washington. On dit maintenant, et ce bruit court dans les cercles militaires les plus élevés, que les troupes sont sur le point de se réunir dans le but d'évacuer l'Etat. Grande allégresse du peuple.

Jackson, Miss, 5 septembre — Les troupes commencent à arriver ici. On croit généralement qu'elles se concentrent pour évacuer l'Etat.

Le bruit court, et cela vient des cercles officiels, que le gouverneur Sharkey a reçu d'autres télégrammes importants du Président, tous ayant pour but le soutien de la politique de la souveraineté d'Etat.

Le peuple se réjouit à l'idée de la restauration complète de l'autorité civile.

Le Daily News, organe officiel de l'Etat, dit que le président Johnson, sera son premier choix pour la prochaine présidence, s'il continue à suivre la politique inaugurée.

Vicksburg, 6 septembre—Le lieutenant colonel Simpton, arrêté pour avoir cravaché un jeune homme d'ici qui l'avait insulté, a été acquitté hier par une cour martiale.

La popularité de colonel de Vicksburg a voté, dans un meeting public, pour s'annexer elle même dans la proportion des moyens de chacun de ses membres, afin de contribuer les écoles des enfants de couleur. Elle a nommé un comité composé de ministres de couleur pour coopérer avec le chapelain Warren du bureau des affranchis et mettre le projet à exécution.

Le Herald dénonce à outrance le général Butler et lui adresse des insultes dans un article de son numéro d'aujourd'hui. Il l'accuse très vivement que Jeff. Davis, et condamne le choix de Butler comme officier légal pour juger Davis.

Les casernes de la Marine au fort Hill ont brûlé hier soir. On croit que cet incendiaire est l'œuvre d'un incendiaire.

GRAINES DE JARDINAGE.—M. B. Doux, 11, Conti, a reçu un bel assortiment de graines de jardinage de la récolte de 1865. Voir l'annonce.

☞ M. C. Lemon, tailleur, vient de fixer son établissement dans le Passage de la Bourse, No 94. Il se recommande à ses anciens clients et au public en général.—Voir son annonce.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

(Les dépêches suivantes qui ne nous sont parvenues qu'hier au soir ont été sans doute arrêtées en route par l'interruption des lignes ;

New York, 2 septembre— Le calcaire de la banque d'Etat de Hanford a commis des détournements qui s'élèvent à $200,000.

Jefferson Davis souffre d'un dérèglement.

L'or est ferme à 144 3/8. Le sucre est actif et en hausse, le café et les mélasses sont fermes, le riz se maintient, les céréales sont plus basses, le suif est à 9½ cents, le mess porc à $29 50, le whisky est ferme.

New York, 3 septembre— Par le "Saxonia" on a des nouvelles d'Europe. Le marché au coton était ferme ; les ventes des deux derniers jours étaient de 25,000 balles.

Nouvelles plus récentes du Nord
PAR L'OUEST

Atrocités des Indiens sur la frontière texane.

ETAT PLETHORIQUE DU TRESOR.

Assemblée des créanciers de Ketchum

CONCORDAT

Par le vapeur *Mollie Able*, arrivé hier au soir, nous avons reçu les journaux de St-Louis et de Cairo du 2 septembre ces journaux contiennent quelques nouvelles locales dont voici le bulletin :

Cairo 1er septembre—Le San Antonio *Herald*, Texas, raconte diverses atrocités commises par les Indiens. Le 21, ils ont surpris M. Henry Mercer qui se rendait dans son wagon à Sister Sale, lui ont donné plusieurs coups de pot-garard et l'ont dépouillé de tout ce qu'il avait sur lui. Son fils qui allait à cheval en avant du wagon a pu s'échapper et arriver à Sister dale. Quelques hommes envoyés de la au secours de père l'ont trouvé mort sur la route.

Le lendemain les Indiens se portèrent à Squaw Creek, établissement à 15 milles de Brackenridge, et tuèrent Charles Henning, scalpèrent sa femme vivante et lui ouvrirent le ventre non sans avoir auparavant violé cette malheureuse. Ils emmenèrent son enfant avec eux et disparurent.

Il faut ajouter à ces meurtres celui d'un Allemand et de sa femme qui poursuivie par les Indiens, pendant qu'ils faisaient une course dans un buggy, sautèrent dans les bois pour s'y cacher. Découverts bientôt par les Indiens, l'Allemand fut tué, sa femme violée, scalpée et poignardée en plusieurs endroits.

D'autres habitants ont été frappés de flèches empoisonnées. Les Indiens sont bien armés et semblent très décrocés d'avoir des chevaux et des selles, c'est ce qu'ils tachent de voler avant tout.

Une correspondance de fort Monroe au *Herald* dit :

Il n'y a rien de nouveau dans la position de Davis et de Clay. Ils vivent tous deux sur le frais de l'Oncle Sam et vivent bien. Ils occupent toujours les mêmes casemates ; lisent les journaux et mènent leurs pipes. Ils se promènent pendant une heure par jour et jouissent d'une bonne santé.

On prétend concerne de la lettre que Jefferson Davis a adressée à M. Gillet, au lieu de son avocat, qu'il a obtenu la liberté d'envoyer des correspondances, tel n'est pas le cas. Il a pu envoyer la lettre citée parce qu'elle est moitié un appréciation de la guerre sérieusement ; si n'était cette lettre qu'il lui a été permis de écrire. Il a manifesté beaucoup de mécontentement à ce sujet, mais sans rien obtenir.

Un rôle complémentaire d'honneur doit être publié par le département de la guerre, comprenant les soldats morts à Andersonville et dans les nombreuses prisons soldats morts près de Washington.

Washington, 29 août—Le grand jury de la Cour de Knoxville a dressé un acte d'accusation pour 4 chefs contre Jeff. Davis, sur il harangua le peuple en cet endroit contre le gouvernement des Etats-Unis. Le procès cependant ne peut avoir lieu dans cette ville ni dans aucun autre lieu du 10me district judiciaire, à cause de la vacance occasionnée par la mort de John Catron qui n'a pas encore été remplacé. Comme les opérations militaires contre les Etats Unis ont lieu en vertu d'ordres donnés à Kirkwood, il est probable que le procès aura lieu en Virginie, à Norfolk, auquel cas le juge Chase présidera, attendu que ce Etat est compris dans le circuit judiciaire qui lui est assigné.

Les arrestations de Wirz disent qu'ils citeront 150 témoins. Si il en est ainsi, l'instruction de cette affaire durera plusieurs mois, attendu que le ministère public compte en appeler 150 de son côté.

Il n'est pas vrai que le président ait pardonné à Fort général Gideon, J. Pillow, A. O. P. Nicholson, ex-sénateur des Etats-Unis, et à l'ex-gouverneur A. Isla de la Caroline du Sud. Les présidents ne s'en pas encore prononcé sur leur demande de pardon.

New York, 3—Il y a maintenant dans les environs de Washington sept régiments de noirs, corps du corps des vétérans, au complet, et environ 1,100 hommes, et commandés par 200 officiers commissionnés. La consolidation de ces organisations aurait pour résultat le licenciement de 120 officiers au moins.

Les journaux de Richmond disent que plusieurs maisons européennes sont à recevoir maintenant du tabac sur les eaux du James. Leur halte pour Liverpool, l'autre pour London, le troisième pour France et trois chargent pour Brême.

Washington, 30 août—On fait de grands préparatifs pour la manifestation de gens de couleur à Alexandrie, manifestation fixée au 11 septembre. On prévoit que les décorations et le genre de spectacle seront tout ce qu'on a vu sur les eaux de Potomac.

Le département de l'agriculture a reçu des informations dont elles il résulte que la récolte de pommes de terre sera cette année, la plus abondante qu'on ait jamais vue.

CONTRE-ORDRE DU GEN. SLOCUM.

Quartier général du départ. de Mississippi,
Vicksburg, Miss, 1 septembre 1865.

Ordres généraux No 23

Conformément aux instructions du Président des Etats Unis, les ordres généraux No 22, émanés de ce quartier général, sont, par le présente, révoqués.

Aucun officier n'interviendra, en aucune manière, avec l'organisation de troupes autrement la proclamation du gouverneur provisoire.

L'ordre qui est rappelé avait été émis, comme il y était indiqué, par crainte de conflit possible entre les troupes d'Etat et les troupes de couleur au service des Etats Unis, et dans la ferme croyance qu'il était en harmonie avec la politique du gouvernement.

C'est l'impérieux devoir de tout officier des Etats Unis, servant dans ce département, d'éviter de donner offense et, dans le cas de conflit avec soit les officiers soit les soldats des nationalité d'Etat d'éprouver toute la modération de la Nouvelle Orléans à 19 à 20 cent de la banque des Marchands à 18 à 18½ cent de la banque de l'Union à 78 à 82 cent de la banque du Crescent à 90 à 95.

CHRONIQUE LOCALE

TEMPERATURE.

THERMOMETRE DE C. DUCHAMP, OPTICIEN, *No 46, rue de Chartres.*

Temps	Heures	Fahrenheit.	Centigrade.
Chaud	du matin	76	24 1/2
	midi	80	26 1/2
	3 heures du soir	82	27 1/2
Chaud	du soir	81	27 1/2

ARRESTATION.—Geo. Powell a été arrêté hier sous l'accusation d'avoir poignardé Harry Hays, dans le café Conrey, place de son du rue Gilot et Poydras.

Il a été amené en prison en attendant le résultat de la blessure.

DEMANDE D'HABEAS CORPUS.—M. Field a demandé hier à la Première Cour de District un ordre d'*habeas corpus* au nom de John McCafrey, Hugh McCafrey et D. Duke, accusés d'avoir tué John Ward le 13 de mois dernier. Le juge a refusé le cautionnement de John McCafrey, le principal accusé, mais des ordres ont décision lundi prochain. Le cautionnement de Duke est fixé à cinq mille piastres.

BILLETS DE BANQUE.—M. J. L. Levy, courtier, 137 rue Gravier, demande des billets des diverses banques de la Nouvelle Orléans, pour lesquels il donnera le prix le plus élevé du marché.—Voir son annonce.

TAXE POUR LES ECOLES.—On verra dans nos annonces qu'en vertu des ordres généraux No 38 émis par le département du golfe en 1864, les contribuables de la paroisse d'Orléans ont jusqu'à la fin de septembre pour payer la taxe des écoles, telle qu'elle a été fixée par le bureau d'éducation établi par les dits ordres.

Vins et vermouth.—MM Vredenburgh frères ont reçu par le navire *Graham's Polly* des vins de Bordeaux en barriques et en salons ainsi que du vermouth de qualité supérieure.—Voir nos annonces.

Vins, comestibles, liqueurs—Le navire *Graham's Polly*, arrivé de Bordeaux, a apporté à M. Ant. Lanata, 9 & 11, rue Jefferson, un nouvel connérable de vins rouges et blancs, en barriques et en salons, d'huiles, de vinaigre, d'absinthe, d'eaux de vie, de conserves, comestibles, fruits, etc. Voir l'annonce.

L'EMIGRATION CIRCASSIENNE.

On se rappelle la grande émigration de Circassiens cet l'année dernière, abandonnant leurs montagnes, où ils combattaient depuis et longtemps les armées russes, sont allés chercher une nouvelle patrie dans l'empire ottomane.

On sait quel triste spectacle offrait par tout le littoral de la Turquie cette invasion de 400,000 malheureux, traînant avec eux la misère, la faim, les maladies, tenant de enfants les morts que ils poursuivaient, et apportant dans les villes et les villages où ils s'aggloméraient la disette et les germes épidémiques.

Désormais sur le sol de la mer Noire, ces Circassiens ont été une charge énorme pour les populations, pour le gouvernement, incapables d'aucun travail agricole et par conséquent inutiles, quelques-uns vivant en très mauvais rapports avec les habitants des contrées où ils se sont répandus, leur présence a été un véritable fléau, au lieu d'apporter à la Turquie le renfort d'une population nouvelle sur l'étendue de laquelle on aurait pu compter.

Une autre émigration de 100,000 Circassiens environ ne saurait pas à avoir lieu, et c'est encore dans l'empire ottomane qu'ils vont se diriger. Insuffit par les faits antérieurs, le gouvernement de Constantinople prévoit les charges considérables et les embarras de toutes sortes que cette nouvelle légion de malheureux va apporter avec elle. Les illusions d'autrefois sur le parti qu'on pourrait tirer des tribus circassiennes sont bien passées, et on n'est pas dans inquiétude que la Sublime-Porte va renouveler ces nouveaux efforts.

Quant au Caucase, dont tant de données sont maintenant désertes, on attribue du grand duc Michel l'intention de les repeupler par des colonies allemandes ; intention vaste, très bonne, que les colons allemands travailleurs, prudemment et ne se heurtent pas.

Les villages qui dans la Russie méridionale ont été formés par des colonies d'Allemands sont de véritables villages modèles ; ils parlent prononcé le voyageur par leur prospérité, la beauté des maisons et le contraste qu'ils offrent avec les villages russes dont ils sont entourés.

MARCHE AUX BESTIAUX.

Jeffersons City, 6 septembre 1865.

Il n'y a pas eu d'arrivages hier.

Vendu : 1 bœuf de Texas, 3½ cents ; 1 bœuf de Texas, 3½ cents ; 1 bœuf de l'Ouest, 1 bœuf de Texas, 3½ cents ; 1 bœuf de l'Ouest, 3½ cents ; 1 bœuf de l'Ouest, 3½ cents ; 1 bœuf de l'Ouest